

## LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

### Romain Houéhou sacrifie les consommateurs au profit du gouvernement

*Le président de l'Association béninoise pour la défense des consommateurs est resté dans la même logique de soutien au gouvernement depuis l'arrivée du docteur Yayi Boni au pouvoir. Il a réaffirmé son attachement à la défense des actions du gouvernement au cours de sa sortie médiatique sur la chaîne de télévision Canal 3 hier.*

ADRIEN BIDOSSESI

« Il faut soutenir les mesures prises par le gouvernement ». Une phrase qui traduit la métamorphose de la lutte pour la défense des consommateurs depuis avril 2006 avec l'élection du docteur Yayi Boni. Romain Abilé Houéhou, président de l'Association béninoise pour la défense des consommateurs incarne cette tendance. Durant près de 90 minutes sur la télévision Canal 3 hier, le prétendu défenseur des consommateurs a préféré prendre la défense du régime en place.

Satisfecit total pour le chef de l'Etat sous le motif de mesures de lutte contre la vie chère prise plus tôt que la plupart des gouvernements de la sous région. Ce qui aurait évité au Bénin de connaître des émeutes. Des déclarations en méconnaissance totale des réalités d'un pays qui n'a presque jamais connu de manifestations populaires contre des situations conjoncturelles. Le Bénin a traversé de nombreuses périodes d'inflation, de vie chère et même de famine sans que la rue ne s'embrase contre le régime. Le soulèvement très limité constaté en décembre 1989 avait des mobiles politiques et n'a suscité des intérêts que dans les milieux scolaires et universitaires.

#### Le soutien Yayi Boni

De plus, en minimisant l'impact de la vie chère sur les Béninois sous l'argument de l'absence de manifestations populaires, Romain Houéhou jette un discrédit sur l'action des Centrales syndicales qui sont montés au créneau depuis des mois à travers des meetings, des conférences de presse, des marches, des sit-in. Des actions ignorées par le prési-

dent de l'association de défense des consommateurs. Lui, ni et voit que les mesures du gouvernement. Des mesures pourtant jugées inopérantes pour la plupart sur le terrain par des consommateurs de plus en plus éprouvés dans leur quotidien. Seuls les ministres et leurs collaborateurs ont tiré le meilleur profit de cette opération à travers des frais de mission, les primes diverses et une campagne électorale précoce par le truchement d'onnées tournées d'explication.

Les mesures ont en outre permis à des proches du pouvoir de se lancer dans des spéculations sauvages. En effet, le gouvernement a préféré dans un premier temps subventionner le riz importé alors que c'est le maïs qui est le plus consommé par les Béninois. Une initiative beaucoup plus profitable aux intermédiaires qu'aux populations. Mais, cette situation n'a suscité aucune réaction à Romain Houéhou exclusivement obnubilé par les « prouesses » de Yayi Boni. Selon Houéhou, le gouvernement a fini de jouer sa partition. C'est aux consommateurs de le soutenir et de changer leurs habitudes de consommation et de production. A ce propos, l'Association de défense des consommateurs ne se donnent aucune contrainte en la matière. On l'a même vu justifier la pénurie du ciment lorsqu'il explique le phénomène par l'ouverture de chantiers d'infrastructures dans le cadre du sommet de la Censad. Le Bénin a pourtant connu des travaux de plus grandes ampleurs par le passé sans que la spéculation sur le ciment ne prenne des proportions aussi dramatiques.

#### Tans pis pour les consommateurs

Le défenseur présumé s'est même

### Léhady très courtisé par Yayi ...

#### suite de la page 1

accréditer la thèse de l'existence d'un front pro-gouvernemental afin de contrebalancer le courant incarner par Léhady.

#### Le G4 incontournable

L'argument s'articule autour d'une phrase insidieuse : « s'il ne veut pas aller au gouvernement, qu'il nous permette d'y aller à sa place ». Des noms de militants sont même avancés pour brouiller les esprits dont celui de l'actuel coordonnateur au budget de la Cena, Michelle Makpénon.

Or, la direction du parti ne s'était jamais opposée à la promotion de certains cadres pendant que l'appartenance à la majorité présidentielle ne souffrait d'aucun problème. C'est le président Yayi Boni qui a usé de manœuvre pour saboter. Le même Makpénon avait déjà été proposé sur une liste de 3 militants Rb en 2007 après les législatives. Mais

Yayi Boni a préféré nommer Galiou Soglo qui ne figurait pas parmi les proposés et sans consulter les responsables du parti. Joseph Tamègnon considéré comme un proche de Léhady a été également appelé à la Sogema dans les mêmes conditions de débauchage et de déstabilisation. Personne ne veut croire à une position désintéressée du camp présidentiel dans sa volonté de ramener le nouveau porte-flambeau de la Rb dans son giron. Ce qui reste de la majorité présidentielle a les yeux rivés sur un retour en grâce de Yayi Boni dans certaines grandes villes du pays comme Abomey, Bohicon, Ouidah, Calavi et bien sûr Cotonou avant 2011. Visiblement, le dernier mot revient à la coalition des signataires de la déclaration du 12 mars. Un regroupement promis à la désintégration mais qui commence par devenir une force incontournable sur l'échiquier politique national.

transformé en opérateur immobilier lorsqu'il prend fait et cause pour la construction des infrastructures au détriment du droit des consommateurs à disposer de ciment afin de se loger décentement. Or tout le monde sait que les hôtels, les villas présidentielles et les quartiers huppés en construction ne bénéficieront qu'à une poignée de privilégiés. La grande masse des consommateurs n'est concernée en rien par ces réalisations tous azimuts pour lesquelles, Romain Houéhou demande aux Béninois d'accepter de se sacrifier.

A entendre, Romain Houéhou seul le souci de mobiliser des financements des partenaires notamment étranger à travers des séminaires et des structures bureaucratiques préoccupe son organisation. Les consommateurs n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. La même démission de la défense des consommateurs s'est constatée lorsqu'il a été question des déboires des populations en ce qui concerne la fourniture d'eau potable et de courant électrique. La faute n'est toujours pas au gouvernement mais aux gestionnaires de l'ancienne Société béninoise d'électricité et d'eau qui n'ont pas été incarcérés jusqu'à nos jours. Une position qui feint d'oublier que si les dits responsables sont hors de poursuites judiciaires actuellement c'est grâce au chef de l'Etat qui a positionné sur sa liste de candidats aux dernières législatives les mis en cause. Ce qui leur a offert sur un plateau d'argent l'immunité parlementaire. Romain Abilé Houéhou vient de donner la preuve que la défense des consommateurs n'existe au Bénin qu'à travers les subventions extérieures et gouvernementales. Sur le terrain du militantisme, l'heure est à la défense du gouvernement et de son chef Yayi Boni.

## INSCRIPTION GRATUITE DES ÉTUDIANTS DANS LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES

### Le régime Yayi se rachète

*Longtemps indexé par le monde universitaire béninois, le gouvernement du président Thomas Boni Yayi décide de faire œuvre utile en décrétant l'inscription gratuite des étudiants dans les universités publiques d'Abomey-Calavi et de Parakou dès la rentrée académique 2008-2009.*

SERGE-DAVID ZOUÈME

Seuls les étudiants béninois sans bourses ni secours sont concernés par cette mesure à caractère social du gouvernement. A en croire le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Vicentia Bocco, le régime du changement avec en tête le chef de l'Etat entend alléger la souffrance des étudiants visiblement dépourvus du minimum, mais de surcroît élargir la base des citoyens en l'occurrence les étudiants non fonctionnaires ayant accès à la formation supérieure dans les universités publiques. Pour la conduite et la concrétisation de ce rêve politique d'envergure, le gouvernement va devoir mobiliser pour la prochaine rentrée universitaire plus de 600 millions de francs Cfa, soit un peu plus d'un demi milliard pour couvrir les charges y afférents. En effet, l'inscription dans les universités publiques en l'occurrence les facultés qui abritent la majorité

## COMMUNALES ET LOCALES 2008 / OUIDAH

### Rdl Vivoten enlève la majorité des sièges

*(Le rêve de Séverin Adjovi se réalise)*

*Les résultats provisoires des communales et locales à Ouidah viennent de propulser au devant de la scène politique le parti de l'entrepreneur et homme d'affaires Séverin Adjovi, Rdl Vivoten. Il remporte la majorité des sièges et pourrait occuper le fauteuil de la mairie de la ville.*

SERGE-DAVID ZOUÈME



#### Séverin Adjovi

Séverin Adjovi réalise enfin son rêve. Il sort largement gagnant des élections communales et locales à Ouidah. Sur les dix neuf (19) sièges disponibles, son parti emporte neuf (9) contre quatre (4) pour Force clé, trois (3) pour la Febe et deux (2) pour le G13. Selon les analystes des données politiques, c'est plausible qu'il occupe le fauteuil du maire de Ouidah au soir des élections. Ce qui ne surprendrait guère puisqu'il a longtemps travaillé pour cet idéal. Mais très souvent, il a essuyé des échecs. On se rappelle encore des récentes législatives et présidentielles au terme desquelles il avait fait volte face. L'homme n'avait pas eu la faveur des siens.

En dépit de ses promesses d'amorcer le développement et de révolutionner la ville de Ouidah, il aurait été victime d'un vote sanction au profit d'autres candidats. Pour l'heure, Séverin Adjovi semble se réconcilier avec ses frères de Ouidah qui voient enfin en lui l'homme de la si-

tuation. En témoigne les résultats provisoires du scrutin. Dans le cercle fermé de l'homme politique, on annonce des réformes dans le sens de la modernisation de la ville de Ouidah. Tout comme Boni Yayi pour le Bénin, il ouvrirait une fois élu plusieurs chantiers au profit de la ville, créerait et délocaliserait quelques unes de ses entreprises dans cette localité afin d'aider les jeunes en quête d'emploi. Aussi, signerait-il des partenariats avec d'autres villes de part le monde pour impulser le développement de Ouidah. D'autres programmes de développement local portant la griffe de Séverin Adjovi seraient déjà conçus et attendent d'être exécutés pour le bonheur des citoyens.

Cependant des préoccupations collectives persistent. Va-t-il siéger effectivement à la tête de la ville après son élection ? Ses affaires personnelles ne prendront-elles pas le pas sur les priorités de ses concitoyens ?

de logements ainsi que l'éternel problème de la restauration constamment brandi et qui occupe une place de choix dans le cahier de doléances des étudiants. Si pour la quête et la mobilisation du demi milliard affecté aux inscriptions gratuites des étudiants, le gouvernement semble ne pas avoir de difficultés, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique n'a pu convaincre quant à la résolution partielle ou intégrale des autres problèmes cités. Et c'est là le plus complexe. On ne pourrait réussir une telle initiative sans songer à baliser le terrain et régler les petits problèmes qui pourraient constituer des entraves au rêve de la haute autorité. Le ministre Vicentia Bocco a annoncé à cet effet des tentatives de solutions qui n'ont pas encore force de lois. Le prochain combat de l'autorité ministérielle se trouve à ce niveau. Elle doit batailler pour que non seulement le vœu du chef de l'Etat au profit des étudiants se réalise dès la prochaine rentrée universitaire, mais également les plausibles entraves doivent être pensées et régler en amont. Car le monde des étudiants a désormais les yeux tournés vers le régime du changement.